

Liban: 42 personnes tuées en 5 jours, la Ligue arabe réunie d'urgence

BEYROUTH (AFP) - De nouveaux combats ont éclaté dimanche au Liban, dans le nord du pays et dans des régions druzes proches de Beyrouth, entre partisans du gouvernement et de l'opposition, au cinquième jour de violences qui ont fait 42 morts.



Le ministre libanais des Affaires étrangères Tarek Mitri et son homologue koweïtien lors de la réunion de la Ligue arabe le 11 mai 2008 au Caire (© AFP - Khaled Desouki)

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont annoncé dimanche qu'ils enverraient une délégation ministérielle à Beyrouth pour des discussions avec les dirigeants libanais, lors d'une réunion extraordinaire au Caire consacrée à la situation au Liban.

Dans une résolution rendue publique à l'issue de la réunion, les ministres ont appelé les dirigeants politiques libanais "à participer à une réunion avec une délégation ministérielle (de la Ligue arabe) ... afin de discuter de la situation dangereuse au Liban et élaborer une feuille de route urgente afin de mettre en oeuvre l'initiative arabe".

La réunion est intervenue alors que des affrontements sanglants opposent depuis mercredi des militants de l'opposition, menée par le Hezbollah appuyé par Damas et Téhéran, et des partisans du gouvernement, soutenu par les Etats-Unis et l'Europe notamment, qui ont fait 42 morts.

Dimanche, de violents combats ont éclaté dans plusieurs zones à majorité druze au sud-est de Beyrouth. Les chefs de diplomatie se sont réunis à la demande de deux influents pays arabes, l'Arabie saoudite et l'Egypte, et en l'absence du Syrien Walid al-Mouallem, dont le pays est accusé d'être l'un des

principaux responsables de l'impasse dans ce pays. L'armée libanaise a pris position à travers le pays, notamment à Beyrouth et à l'entrée nord de Tripoli, la grande ville côtière à majorité sunnite du nord, où des affrontements ont fait un mort et cinq blessés.

D'autres combats ont éclaté entre partisans du gouvernement et de l'opposition dans des régions au sud-est de la capitale, peuplées en majorité de druzes, où ont retenti des tirs de mitrailleuse lourde et des explosions. Le dirigeant druze Walid Joumblatt, l'un des chefs de la majorité antisyrienne, comme son rival druze Talal Arslan, allié de l'opposition soutenue par Damas et Téhéran, ont appelé leurs partisans à déposer les armes.

A Beyrouth, les hommes armés des mouvements chiites d'opposition avaient en revanche totalement disparu des quartiers ouest dont ils avaient pris le contrôle vendredi, cédant la place aux militaires déployés en masse. En cinq jours, les violences ont fait 42 morts et 164 blessés, selon un responsable des services de sécurité libanais.

La tension restait vive à travers le pays alors que les barricades érigées mercredi restaient en place, notamment sur la route menant à l'aéroport international de Beyrouth. Cette artère était toujours bloquée par le Hezbollah chiite, principal parti d'opposition, et l'aéroport est demeuré fermé au trafic. Un responsable de l'opposition a déclaré à l'AFP que cet axe, ainsi que d'autres routes, resteraient bloqués.

A Tripoli, des combats à la mitrailleuse et au lance-roquette ont opposé des partisans sunnites de la majorité soutenue par les Occidentaux et la plupart des pays arabes, et des Alaouites, secte dissidente du chiisme et loyale au Hezbollah.

La veille, en signe de conciliation, le Hezbollah et ses alliés avaient retiré leurs combattants des rues de Beyrouth, à l'appel de l'armée, à qui le gouvernement s'en est remis pour rétablir "la paix civile". L'opposition a cependant averti qu'elle poursuivrait la "désobéissance civile".

Samedi, le Premier ministre Fouad Siniora a promis que l'Etat ne tomberait pas "face aux putschistes". A sa demande, de nombreux Libanais ont observé dimanche une minute de silence, en signe de refus des violences.

L'armée a gelé les récentes décisions du gouvernement contre le Hezbollah, à l'origine des violences les plus sanglantes depuis la guerre civile (1975-90). Elle avait demandé samedi à tous les hommes armés de se retirer des rues. Dans un souci d'équilibre, elle a aussi décidé que le chef de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, Wafic Choukair, présenté comme un proche du Hezbollah et limogé par le gouvernement, resterait à son poste en attendant les résultats d'une enquête sur lui.

Par ailleurs, l'armée a dit qu'elle allait "étudier" le réseau de télécommunications du Hezbollah, sur lequel le gouvernement voulait enquêter. La formation chiite, qui présente ce réseau comme essentiel dans sa lutte contre Israël, avait qualifié de "déclaration de guerre" cette démarche gouvernementale, provoquant les violences, auxquelles n'ont pas pris part les chrétiens, en dépit de leurs profondes divisions.

Les étrangers ont continué dimanche de quitter le pays par la route, via la Syrie, contournant le principal poste-frontière de Masnaa toujours bloqué par des partisans du gouvernement.